

## **Les conditions de la marche vers la modernité**

*Alain Touraine*

### **I—POINT DE DÉPART**

Il est inutile de revenir sur les choix intellectuels qui permettent et commandent une analyse comparative de la modernité et de la modernisation dans différents pays ou diverses aires culturelles. Je veux prendre comme point de départ ce que j'ai déjà affirmé plusieurs fois et qui me semble aujourd'hui être, au moins à mes yeux, hors de discussion. Il s'agit bien de chercher comment on peut combiner l'unité de ce qu'on peut appeler la modernité et la diversité des voies de modernisation. Je reviendrai dans un instant sur ce vocabulaire. Ceci veut dire, et

c'est là ce que j'appelle mon point de départ, qu'il faut refuser de la manière la plus complète deux positions opposées, contradictoires mais également inacceptables. La première consiste à identifier la *modernité* à une civilisation, un type de société et, en particulier, à identifier la modernité avec l'Occident européen qui a en effet élaboré une pensée rationnelle ou scientifique et des conceptions des droits de l'homme et des droits de l'individu en particulier. Il n'est jamais acceptable d'identifier complètement une région, une culture ou un type de société à la modernité. Il est facile de montrer, dans le cas de l'Europe occidentale, que les guerres entre Etats, les tensions sociales extrêmes créées par une société qui voulait concentrer toutes ses ressources dans une élite conquérante et enfin, pour ne citer que quelques aspects fondamentaux, la colonisation intérieure et extérieure qui a conduit à détruire beaucoup de sociétés et de cultures, tout cela et bien d'autres aspects des pays occidentaux européens n'a rien à faire avec la modernité ou plutôt indique des obstacles considérables à la modernité et dont l'influence n'a jamais disparu. On ne fait pas du neuf seulement avec du neuf mais aussi du vieux ou des relations sociales ou politiques qui ne sont ni neuves ni anciennes et, par conséquent dans l'histoire de l'Occident européen, comme dans n'importe quelle autre partie du monde, il existe des aspects très fondamentaux qui ne peuvent être d'aucune manière identifiés à la modernité mais qui constituent un aspect très important de la

modernisation. Je pense en particulier au rôle des Etats nationaux qui a été très créateur mais aussi qui a suscité des guerres, soit économiques, soit de religion, soit politiques qui ont finalement largement détruit l'Europe occidentale. On pourrait présenter des observations analogues en ce qui concerne les Etats-Unis ou le Japon, par exemple, dont les aspects modernes ont été tellement opposés à des aspects d'extrêmes violences impérialistes et militaires qu'il serait impossible d'identifier le Japon d'aujourd'hui après ce qui s'est passé pendant le XX<sup>ème</sup> siècle avec une modernité pure.

La deuxième position qui est inacceptable consiste à se débarrasser des problèmes en adoptant un pur multiculturalisme, il y aurait ainsi plusieurs types de modernité, plusieurs types de progrès, plusieurs types de rationalité et pourquoi pas plusieurs types de sciences ou de médecine. Cette position qui a l'avantage de la facilité est absolument intenable pour deux raisons principales. La première est que si les cultures sont complètement différentes les unes des autres, elles ne peuvent pas communiquer, sauf bien entendu par la guerre ou encore par de pures relations de marché. L'autre raison est que la notion de modernité ne peut pas être plurielle, s'il y a plusieurs modernités c'est qu'il n'y a pas de modernité du tout, qu'il y a des schémas d'évolution qui sont complètement différents ou, pour prendre mon propre vocabulaire, qu'il y a une telle diversité dans les modes de modernisation qu'il n'y a pas de modernité générale à laquelle

tous ces modes de modernisation se réfèrent. Ces positions de départ ne font qu'exprimer de manière concrète la nécessité de combiner un principe d'unité et un principe de pluralité en séparant deux niveaux d'analyse. Il faut reconnaître l'existence d'une définition générale de la modernité et de la reconnaissance de la pluralité des modes de modernisation, c'est-à-dire des modes de combinaison entre le chemin vers la modernité et la mobilisation de modes d'action et de pensée qui ne relèvent pas de la modernité, qui même peuvent être opposés à celle-ci au nom de la tradition, d'une religion ou d'intérêts nationaux. Je veux résumer en quelques mots seulement ce que j'appelle la modernité puisque tel n'est pas le sujet de cette présentation mais celle-ci serait incompréhensible si on n'acceptait pas au départ une définition simple et claire de la modernité. La modernité consiste tout simplement à reconnaître l'existence de principes universalistes dans la vie de chaque individu ou de chaque groupe social ou même type de société. Il faut évidemment réduire le plus possible ce fonds commun que je nomme la modernité. Il y a deux domaines dans lesquels l'introduction d'un principe universaliste dans la vie de chacun est clair: c'est d'un côté la pensée rationnelle, scientifique et technique qui a abouti à créer une civilisation technique qui ne peut pas être séparée de cette pensée scientifique et que dans les faits, presque aucun pays ne rejette et qu'en réalité une partie de plus en plus importante des populations, des groupes ethn-

ques ou linguistiques accepte dans la pratique et, de plus en plus dans son principe lui-même. Le deuxième aspect qui est le plus sensible et le plus souvent rejeté consiste à reconnaître tout simplement les droits de l'homme, c'est-à-dire des droits de chaque homme, de chaque individu à être reconnu comme possédant des droits qui sont communs à tous les êtres vivants. Ce principe a été souvent et clairement exprimé dans la pensée sociale européenne, et même bien avant la période dite des Lumières qui triomphe au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Montaigne a écrit dès le XVI<sup>ème</sup> siècle que "tout individu porte en lui, dans sa forme complexe, l'humaine condition". Nous avons lutté pendant des siècles pour obtenir pour tous des droits politiques, puis des droits sociaux, puis des droits culturels, ce combat n'est jamais terminé mais ces termes sont de plus en plus clairs. Il faut reconnaître, pour que nous puissions vivre ensemble, égaux et différents, que nous sommes tous porteurs de droits, ce qui ne veut pas dire que toutes les organisations sociales et politiques respectent ces droits ou les favorisent mais qu'il est indispensable d'affirmer cette universalité des droits humains dans leur formulation la plus générale.

Il est facile et habituel de souligner la force des luttes et des initiatives qui ont permis à certains pays occidentaux de développer cette pensée rationnelle et ces droits de l'homme qui constituent l'essentiel de la modernité. Mais il faut aussi, et de la même manière, souligner qu'il ne peut pas y avoir ici, comme je l'ai dit en

commençant, une opposition complète entre les pays dits occidentaux et les autres parties du monde. Chacun sait que c'est dans les pays islamiques qu'une grande partie de la raison grecque a été transmise dans ses principes scientifiques comme dans ses idées philosophiques. L'aristotélisme, qui a tellement nourri la pensée scientifique, a été transmis des grecs aux pays occidentaux par les pays d'islam et on sait l'importance de la pensée de Al Andalu dans cette naissance de la pensée scientifique moderne. En ce qui concerne les droits de l'homme et leur universalité il me semble impossible de nier une religion en particulier, pas uniquement monothéiste comportant une dimension universaliste qui se trouve aussi présente dans le Coran que dans l'Ancien Testament ou dans le Nouveau Testament. Autant la confusion d'un pouvoir politique et d'une pensée religieuse me semble contradictoire avec la modernité et donc aussi la modernisation, autant il faut refuser de considérer un ensemble de croyance religieuse avec la modernité ou au contraire l'anti-modernité. L'Islam n'est pas plus l'anti-modernité que la Bible n'est à l'origine de la modernité et nous sentons tous que le problème à résoudre n'est pas d'éliminer les religions, comme on l'a cru au XIX<sup>ème</sup> siècle, mais au contraire de recueillir les principes d'universalité présents dans toutes les religions pour les séparer de tous modes d'action politique et, par conséquent, d'aboutir sous les formes les plus diverses à une certaine laïcité de l'Etat, qui n'a jamais été respectée complètement en

Occident, encore moins dans les autres parties du monde, mais cela n'oblige nullement à considérer que telle ou telle religion est un obstacle absolu à la modernité. Nous n'avons pas à dire: écrasons l'infâme, comme le disait Voltaire de l'église catholique dans le monde musulman ou dans les régions pénétrées par une forme ou l'autre de Bouddhisme. Ceci veut dire que dans toutes les parties du monde, il faut constamment lutter pour la défense des principes universalistes, en sachant que leur triomphe ne sera jamais complet, qu'il ne peut pas l'être, parce qu'il n'y a pas de société qui n'ait pas ses préoccupations d'intérêts et de pouvoirs qui en tant que tel n'ont rien à voir avec la modernité, ni positivement, ni négativement.

## **II—LES PROCESSUS DE MODERNISATION**

Par définition, il n'existe pas de processus unique ou même dominant de modernisation. Il y a beaucoup de chemins pour combiner des "origines" et la modernité. Dans le cas de l'Europe, il existe et il a existé depuis le début une grande diversité de mode de modernisation. Autant les empires portugais et espagnol n'ont pas vraiment créé de société moderne, malgré les réussites extraordinaires mais aussi souvent extrêmement brutales des expéditions de découvertes et de colonisations de diverses parties du monde. Le premier modèle de modernisation qui ait triomphé est celui qui a d'abord apporté le pouvoir sur le monde aux hollandais, puis

de manière beaucoup plus longue et stable aux anglais mais, dans le cas français, c'est l'Etat qui a été le grand agent de la modernisation et dans le cas allemand, pour ne citer que ces trois cas, c'est un Etat s'identifiant à une culture définie, à la fois de manière historique et quasiment biologique et qui a été la forme principale de la modernisation. Dans les autres parties de l'Europe ces modèles français et allemands se sont transformés en ce qu'on a appelé les despotismes éclairés, dans lesquels souvent les Lumières n'étaient qu'une apparence et le despotisme la réalité principale de la vie réelle des individus et des sociétés. On peut s'interroger de la même manière sur le rôle de l'Etat dans la modernisation de diverses parties du monde.

Même si on fait preuve ici de la plus grande prudence, parce qu'il faut se méfier des généralisations hâtives des philosophies de l'histoire, on peut reconnaître au moins que dans un grand nombre de pays, l'Etat a joué un rôle essentiel, alors que la vie économique était dominée de l'extérieur par les puissances dominantes, souvent transformées en pouvoir colonial. Dans des cas comme la Russie ou le Brésil ou encore la Turquie et même à un certain moment l'Iran, le rôle de l'Etat comme agent de modernisation a été prédominant, ce qui n'a pas empêché ces Etats de maintenir sur leur société des formes de pouvoir qui contredisaient en des aspects les droits de l'homme, situation qui est encore très réelle aujourd'hui, en particulier dans le pays dont la population est la plus



nombreuse, la Chine. Pour limiter une hypothèse à une grande partie — probablement pas la totalité — des pays musulmans. On peut souligner le rôle très important joué par l'Etat. Sans remonter trop loin on peut souligner l'importance des mouvements et des Etats nationalistes, en particulier en Egypte, mais aussi dans les régimes basistes de Syrie et d'Irak avant que ces régimes ne disparaissent ou ne soient transformés dans les décennies récentes. Aujourd'hui, même l'exemple du Maroc montre que c'est encore l'Etat qui joue le rôle principal dans la modernisation et en particulier — j'y reviendrai — dans la transformation du statut des femmes qui est devenu aujourd'hui l'élément principal du jugement que nous portons sur la modernité. Ce rôle de l'Etat s'explique hors d'Europe comme en Europe par la diversité des sociétés qui n'étaient pas encore nationales, où la vie locale et régionale, en particulier dans le domaine linguistique, restait très indépendante de l'intégration culturelle et sociale d'un Etat national. L'exemple de l'Italie est bien connu comme résistance des cultures régionales et des intérêts locaux à l'intégration nationale. Inversement, il faudra rappeler comme toujours que le pouvoir de l'Etat comporte toujours plus ou moins des éléments anti-modernes, d'arbitraire, de violence et même de guerre. Dans le cas d'une partie importante du monde islamique, dans la plus grande partie du monde arabe, l'existence de l'Etat a été faible ou même absente, à la fois du fait de la faiblesse du pouvoir central, et à cause de la colonisation elle-

même. Le Maroc a eu constamment un Etat d'autant plus fort que son pouvoir avait une base religieuse. Inversement, on le sait, l'Algérie n'a jamais eu d'existence nationale avant la période coloniale et surtout la période post-coloniale, après l'Indépendance. Il n'y a pas de raison de penser que ce rôle essentiel de l'Etat ne va pas continuer à être important. Dans le cas de la Turquie et de l'Iran des Pahlevi ce rôle de l'Etat a été si fort, à la fois dans son aspect modernisateur et dans son arbitraire politique que, soit la Turquie, soit l'Iran ont connu des révolutions qui ont donné, dans le cas de la Turquie, des résultats très durables et ce qui n'est pas vrai pour l'Egypte. Mais en même temps, on le sait, ces régimes ont été contestés, aussi bien par des forces modernisatrices, que par des forces religieuses capables de créer de grandes mobilisations populaires. Au total, l'expérience historique permet d'avancer l'hypothèse de l'existence d'un Etat intégrateur, national et indépendant qui est aujourd'hui, dans la plupart des cas, une condition essentielle d'une modernisation réussie. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne puisse pas exister d'autres canaux de modernisation.

En ce qui concerne les droits humains fondamentaux, on peut dire qu'ils ont été d'autant plus faciles à obtenir qu'ils ont été plus limités à un domaine institutionnel précis. Les droits politiques ont été conquis par beaucoup de pays, même si c'est souvent de la manière la plus superficielle et trompeuse. Les droits sociaux, en particulier les droits des travailleurs, ont parfois été

obtenus avant les droits politiques, en particulier dans le monde communiste. Enfin, dans le domaine culturel, les résistances à l'universalisme sont les plus fortes et, en particulier, les pouvoirs ou les croyances religieuses entraînent souvent avec elles un refus de l'universalisme, un refus des mécréants ou des étrangers, accusés d'avoir refusé la parole de Dieu ou les traditions des ancêtres. Mais au-delà même des droits culturels qui s'imposent d'une certaine manière au niveau mondial parce qu'il n'existe aucune hégémonie, pas plus celle des Etats-Unis que celle du Royaume Uni qui puisse imposer des croyances ou des appartenances de type religieux. C'est au niveau du statut le plus fondamental de l'individu, le moins directement affecté par l'organisation sociale et économique que se situent les résistances et les luttes les plus grandes. On peut même penser que c'est parce que certains droits politiques, sociaux ou culturels ont été acceptés ou accordés, que la lutte principale porte ensuite sur le statut d'égalité ou d'inégalité entre les catégories les plus fondamentalement différentes, définies par leur sexe, même s'il faut reconnaître que la réalité du sexe est constamment interprétée et transformée en une catégorie socio-culturelle, le genre qui montre bien la dépendance des conduites sexuelles par rapport à toutes les formes de pouvoirs politiques et économiques. Il n'y a aucun doute aujourd'hui que l'affrontement principal au niveau mondial porte sur le statut des femmes. Les réactions à la référence à un pays ne sont plus dominées

aujourd'hui par une définition économique de celui-ci (pays développé ou sous développé) mais par le statut des femmes, c'est-à-dire la reconnaissance des mêmes droits pour les hommes que pour les femmes, alors que dans bien des sociétés et des cultures les femmes sont maintenues dans une situation d'infériorité qui ne se réduit jamais à une différence puisque, comme l'ont montré beaucoup d'anthropologues, il est difficile de séparer l'idée de différence de celle d'inégalité même si c'est souhaitable intellectuellement. On ne peut pas accepter qu'on nous parle de différence là où il existe manifestement une inégalité, voire même un rapport de domination sinon de l'homme, du moins d'une société dominée par les hommes sur les femmes.

Ce problème est devenu si fondamental qu'il mérite un moment supplémentaire d'intérêt. Dans le monde occidental on a souvent cru qu'on pouvait se contenter d'éliminer l'inégalité. Cette idée a nourri des programmes en faveur de la parité de représentation des hommes et des femmes. Mais on peut douter que le thème de l'égalité soit suffisant pour donner aux femmes le même statut qu'aux hommes. D'abord parce que l'inégalité, même si on peut la faire reculer dans bien des domaines, ne semble pas nulle part avoir disparu. Le pouvoir politique et surtout le pouvoir financier et économique restent très largement dans les mains des hommes et les progrès qui semblent être réalisés ne sont souvent que des apparences car les domaines professionnels dans lesquels les femmes exer-

cent sont surtout ceux qui sont liés aux soins à la personne. Ces soins étaient gratuits dans les traditions communautaires fortes; ils sont devenus des activités salariées et marchandes mais cela ne change pas fondamentalement le fait que les femmes s'occupent plus de reproduction et les hommes plus de production, ce qui évidemment donne aux hommes une position dominante. Pour qu'on puisse parler de la disparition de l'inégalité il me semble nécessaire de reconnaître, au-delà de l'utilité et de la politique qui visent à l'égalité matérielle, que dans certaines parties du monde au moins et dans toutes les parties du monde indirectement, existe une culture nouvelle aussi orientée vers la défense de l'individu que les cultures anciennes l'étaient vers la défense d'une société ou d'un pouvoir religieux et, par conséquent, que les femmes qui ont été niées si longtemps dans leur droit à la subjectivité sont les porteuses principales de cette nouvelle culture dans laquelle la conquête du monde a laissé la place principale à la construction de soi. C'est la nature de cette nouvelle culture née dans le monde occidental qui nous fait porter un jugement sur n'importe quelle partie du monde qui est dominée par le test principal de cette nouvelle culture qui est le rôle majeur des femmes dans la reconnaissance et dans la création de cette nouvelle culture. Il existe bien des exemples dans toutes les parties du monde qui montrent le rôle *créateur* des femmes dans des sociétés où les hommes, au nom de la défense d'une identité ou d'une appartenance, restent domi-

nés par un pouvoir d'Etat et surtout un pouvoir militaire qui ne reconnaît pas l'universalisme des droits humains puisque ses objectifs principaux sont de défendre une entité nationale, ethnique, linguistique ou religieuse. Cette reconnaissance du rôle créateur des femmes aujourd'hui, c'est-à-dire la reconnaissance du fait que nous passons d'une société constituée par les hommes à une autre société et à une autre culture "inventée" par les femmes n'est vraiment reconnue encore dans aucun pays puisque l'essentiel des discours féministes aujourd'hui portent sur la nécessité de combattre la situation de *victimes* qui serait celle des femmes et par conséquent de chercher comme objectif final et central, l'égalité. C'est seulement dans des secteurs plus limités de la population que se font entendre des revendications féminines qui vont bien au-delà de l'égalité, et qui propose une nouvelle orientation culturelle générale qui insiste plus sur la communication que sur la production et sur les relations entre individus et groupes sociaux plutôt que sur la domination de la nature. Ceci conduit à reconnaître l'importance exceptionnelle des mouvements et même des individus qui se sont engagés le plus fortement pour défendre, non seulement le droit des femmes à l'égalité, mais leur droit à la créativité, à "l'invention" d'un nouveau type de culture. Les pays d'Occident sont très loin de reconnaître ce développement des mouvements féminins et leur extension à toute la société. Bien d'avantage, encore là où les thèmes de l'identité et de l'appartenance l'emportent sur ce-

lui des droits, certaines femmes et certains mouvements jouent et continueront à jouer un rôle d'une importance centrale dans la transformation des cultures et des sociétés. On ne peut pas nier que dans le monde islamique le statut des femmes ait été et soit encore, dans la plupart des cas, dominé par un modèle de société dans lequel les hommes ou plutôt une société hétérosexuelle dominée par la création de la famille joue le rôle central. On ne peut pas aujourd'hui parler de modernisation sans mettre au premier plan la libération des femmes et, bien au-delà, de leur rôle créateur dans toutes les sociétés.

Peut-on, à partir de ces principes généraux d'analyse, indiquer les voies de changement qui paraissent possibles et celles qu'on peut juger impossibles?

C'est une tâche si ample et si difficile et que le monde d'experts discute de manière permanente, qu'il serait ridicule de prétendre donner des solutions réelles en quelques phrases. Ce qu'on peut dire est que les différents modes de modernisation se situent plus ou moins sur un axe où, d'un côté ce sont les forces économiques qui sont les plus en avance et de l'autre côté, un pôle où les blocages économiques d'un type ou d'un autre font que c'est le politique qui doit commander, qu'il s'agisse d'un despotisme éclairé, d'une révolution ou d'un mouvement national ou autre de libération. Dans le monde occidental et surtout dans les pays où s'est produit le plus tôt la grande modernisation économique comme la Grande-Bretagne, la Belgique, la Hollande, etc., on

peut dire que le processus principal de changement part des choix économiques qui s'inscrivent dans des actions collectives et dans des conflits entre dominants et dominés et que, par conséquence, le processus de modernisation le plus classique est le balancier qui va du pôle le plus capitaliste au pôle le plus social-démocrate combinant plus ou moins bien l'indépendance des acteurs et même la primauté des acteurs économiques avec les processus de redistribution des gains de productivité dans l'ensemble de la population. L'expérience a montré que c'est dans ces situations là que se développent le plus facilement des libertés politiques qui ne sont rien d'autres qu'une certaine combinaison entre des intérêts économiques et sociaux opposés mais qui croient en la possibilité de négociation entre eux.

Beaucoup plus compliquée est l'analyse à mesure qu'on se rapproche plus du pôle volontariste. Il est clair que, soit un Etat volontariste, soit l'intervention de capitaux étrangers n'ont aucune raison de mener à la démocratisation, ni même à la modernisation puisque le chemin suivi peut simplement combiner un capitalisme déchaîné et un Etat autoritaire, ce qu'on appelle aujourd'hui la solution chinoise. Il n'existe en effet aucune raison de croire que la croissance économique entraîne par elle-même des libertés plus grandes. L'expérience montre que c'est souvent l'inverse qui se produit, c'est-à-dire la combinaison de la croissance et de l'autoritarisme: de Bismarck à Pinochet nous avons connu de très nombreux cas de



développement économique politiquement autoritaire. Si des oppositions se manifestent, elles ont toutes les chances de prendre le chemin de la révolution plutôt que celui de la démocratie. Dans quelle condition donc peut-on penser que ces modes de modernisation peuvent conduire vers la dimension sociale et culturelle de la modernité, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme? Une telle évolution ne peut être possible que si des forces sociales importantes se mobilisent contre le pouvoir autoritaire. Mais dans quelles conditions de telles mobilisations peuvent-elles se produire? Je ne peux offrir qu'une réponse générale. L'avance vers la modernité suppose avant tout une autonomie forte des différents domaines d'une société. Au contraire, plus ces différents domaines sont fusionnés dans une vision générale ou un pouvoir total, politique, économique ou religieux et plus l'arrivée de la modernité dans sa composante des droits de l'homme est difficile à prévoir. Ce qui, sans être une tautologie, n'apporte pas une réponse satisfaisante puisqu'aussitôt se pose la question, qu'est-ce qui entraîne une forte autonomie des différents secteurs de la vie sociale ou au contraire leur fusion dans une conception totale ou même totalitaire? En réalité cette formulation est plus intéressante et donc concrète qu'il le semble au premier abord lorsque des intérêts économiques étrangers ou internationaux jouent un grand rôle dans la vie économique d'un pays, qui pourtant agit dans un esprit nationaliste ou même autoritaire. Cette autonomie semble

correspondre à un état de fait. De la même manière, s'il n'existe pas de consensus religieux ou d'unité linguistique, il est plus facile de devoir accepter l'existence de minorités et donc une certaine diversité interne de la société qui est favorable à l'apparition d'institutions démocratiques. Inversement, plus un pays ou une population sont commandés par une situation ou une volonté de guerre, d'affrontement global et surtout si cet affrontement met en jeu des valeurs générales, culturelles comme la langue, la nationalité ou la religion et plus le pays considéré est dominé, non pas par les conditions de son développement interne mais par sa volonté de résister à des dominations ou à des pressions extérieures.

La première conclusion qu'on peut tirer de ce principe général d'analyse est que toute forme d'intervention dominatrice, en particulier religieuse, militaire ou territoriale entraîne la formation et le développement souvent extrême de formes de résistances qui, ne pouvant pas facilement se traduire en politique interne positive, tire toute sa force d'affrontements directs et violents avec l'adversaire ou ceux qui sont désignés comme tels. La montée de l'influence d'Al Qaida est clairement associée à l'intervention occidentale en Afghanistan puis en Irak, cette deuxième phase ayant des conséquences beaucoup plus graves que la première puisqu'elle aboutit à des conflits majeurs, à des pertes en hommes importantes des deux côtés et à une situation très difficile dont il est difficile de sortir sans que l'un ou l'autre

des adversaires ait l'impression qu'il doit capituler. Ceci ne signifie certainement pas une plus grande modération et retenue de la part des adversaires mais permet d'éviter une mobilisation autoritaire. Ce qu'on peut dire est que l'absence d'intervention brutale peut permettre — sans pourtant le déterminer — le développement de logiques sociales et politiques intérieures, ce qui peut se traduire par un affrontement de type révolutionnaire mais aussi par la formation de mécanismes politiques qui permettent des choix plus partiels et, par conséquent qui n'entraîne pas, en principe, vers la formation d'un pouvoir totalitaire. Tout ce qui peut renforcer la vie sociale et politique intérieures d'un pays est favorable à la formation d'institutions démocratiques ou même à un niveau plus bas d'attentes, à des médiations dans des conflits qui deviennent plus gérables et ne conduisant pas nécessairement à de la violence révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. C'est ce qui fait, en particulier, que les pays qui ont un Etat fort comme la Turquie, l'Iran ou le Maroc peuvent avancer vers une voie, en partie au moins démocratique, alors que la faiblesse de l'Etat qui se rencontre dans tant de pays arabes conduit presque nécessairement vers des régimes autoritaires ou même totalitaires.

Ces observations ne prétendent pas permettre des analyses concrètes, historiques, suffisantes. Mais leur but principal est de montrer qu'au niveau des raisonnements comme au niveau des pratiques politiques ou so-

ciales, l'explicitation d'une situation et l'indépendance relative des représentations et des attitudes par rapport aux dominations de faits politiques ou économiques créent une situation favorable à l'autonomie croissante des différentes "sphères" de la vie sociale et par conséquent apporte une protection relativement efficace aux tentatives de création d'un pouvoir autoritaire ou totalitaire, civil ou religieux.

De manière plus concrète, entreprendre de telles analyses qui vont au-delà du comparatisme classique nous permet de nous dégager des points de vues unilatéraux qui commettent la première des deux erreurs que j'ai cherché à écarter dès le début, c'est-à-dire l'identification d'une société ou au bien ou au mal. Le monde actuel n'existe pas en tant que tel, c'est-à-dire que la majorité de ses habitants ou au moins des gouvernements n'admettent pas de se situer dans une perspective internationale, se sentent au contraire menacés par toutes les formes de globalisation et donne une priorité dramatique à la défense souvent inventée autant que réelle d'une identité, d'une appartenance et donc d'un pouvoir interne fort et respecté.

C'est pourquoi la conclusion principale à laquelle il faut aboutir est que nous devons considérer comme un but important à atteindre la reconnaissance par tous de l'existence d'une société globale qui est le contraire des effets sociaux de la globalisation. Reconnaître que la globalisation économique peut être combinée avec une

pluralité de systèmes politiques et idéologiques permet d'avancer sur ce chemin si difficile de la complémentarité entre l'appel à des valeurs universelles et la défense d'identité ou de représentation particulière. C'est ce qui me semble donner de l'importance à notre réunion, comme à celles qui les ont précédées: il faut chercher les conditions de la communication comme l'a dit avec tant de force Habermas. Il faut surtout admettre que l'étranger n'est pas l'adversaire absolu, qu'il faut au contraire avoir une certaine ambivalence à son égard, c'est-à-dire reconnaître qu'il apporte des éléments positifs en même temps que des éléments négatifs, même si à tel ou tel moment les éléments positifs ou négatifs sont nettement plus importants que les autres. Dans l'immédiat nous allons être amenés à réfléchir à l'état du monde à un moment où aura disparu l'hégémonie américaine et son esprit de conquête, tel qu'il a été développé par le président Bush, en particulier pour l'invasion de l'Irak. On voudrait espérer que du côté occidental comme du côté islamique, des éléments importants se fassent entendre pour défendre la cause de cette communication nécessaire des médiations possibles et de la limitation de chaque conflit particulier, puisque cette limitation n'existe pas, de l'affrontement global, total.